



Conseil économique et social

Distr. générale
10 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par la Société mondiale de victimologie (WSV), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Défis et réussites dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concernant les femmes et les filles : une approche par la victimologie

Le champ d'application de victimologie est flou. Pour certains, c'est l'étude des victimes de la criminalité, pour d'autres, l'étude des victimes de violations des droits de l'homme, et pour d'autres encore, l'étude des victimes de quelque fait que ce soit. La notion commune à toutes ces interprétations est que la victimologie est l'étude scientifique des victimes, de l'étendue, de la nature et des causes de la victimisation, de ses conséquences sur les personnes touchées, ainsi que l'étude des réactions et le traitement des victimes.

La victimologie recouvre en théorie le sort tragique d'individus ou de groupes d'individus qui souffrent de privations, d'un handicap, d'une perte ou d'un préjudice résultant d'une cause naturelle ou humaine. Les causes naturelles de victimisation englobent la maladie, les animaux prédateurs et les catastrophes naturelles. Les causes humaines de victimisation comprennent les actes illicites ou omissions commises par des personnes, individuellement ou collectivement. Les victimisations structurelles telles que le système patriarcal et la colonisation, constituent également une cause humaine de victimisation. Dans ce contexte, la victimisation reflète les structures sociales, politiques, économiques et technologiques de la société. Ces structures défavorisent souvent les femmes et les filles.

Partout dans le monde, les femmes et les filles supportent le fardeau des difficultés économiques et des barrières et restrictions sociales. En outre, le fait d'être une femme ou une fille entraîne une pénalisation d'ordre social, politique ou économique. Les femmes et les filles continuent de souffrir de discrimination et d'oppression, pour la seule et unique raison de leur appartenance sexuelle. Des préjugés manifestes font obstacle à leur accès à l'éducation, à la formation, à l'emploi et à un travail décent. En effet, ces préjugés ont un impact sur tous les aspects de la vie des femmes et des filles.

Bien que les femmes et les filles soient trop souvent des victimes, bon nombre d'entre elles s'en sortent fort heureusement. La Société mondiale de victimologie rend hommage au courage et à la ténacité de nombreuses femmes et filles qui, souvent à un coût personnel énorme, s'engagent dans le militantisme politique et social pour améliorer concrètement le sort d'autres. Le leadership des femmes est essentiel.

À l'occasion de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, nous demandons à tous de regarder le monde à travers les yeux des victimes, en mettant un accent particulier sur le sort des femmes et des filles, que les thèmes énumérés ci-dessous permettent de mieux saisir. En outre, nous maintenons que nous n'obtiendrons pas grand-chose en nous livrant exclusivement à une confrontation entre femmes/filles et hommes/garçons. Une telle approche risque de susciter l'hostilité des hommes et des garçons, qui devraient plutôt être considérés comme des partenaires dans la recherche de solutions.

Pauvreté

On estime que 1,3 milliard de personnes, presque toutes dans les pays en développement, vivent dans l'extrême pauvreté. En outre, plus des deux tiers sont des femmes qui, dit-on, souffrent davantage de la pauvreté que les hommes. La prétendue « guerre contre la pauvreté » a été caractérisée par un recul de l'État-providence, qui a eu pour effet d'exclure des millions de femmes pauvres de diverses subventions de l'État. Bon nombre d'entre elles ont vu leur situation empirer à la suite des « restructurations économiques ». De nombreuses femmes luttent pour faire face à leurs besoins essentiels et à ceux de leur famille, comme la nourriture, l'eau, l'habillement et le logement. De nombreuses femmes et filles n'ont pas accès à l'éducation et aux soins de santé. Chez de nombreuses femmes et filles, ce handicap a entraîné une perte d'intégrité et de dignité. De nombreuses femmes et filles démunies sont forcées de se prostituer et/ou de devenir des toxicomanes. Un sentiment de désespoir et d'impuissance pèse lourdement sur l'existence de nombreuses femmes et se traduit par des pensées suicidaires et, pour bon nombre d'entre elles, par le suicide.

Chômage et sous-emploi

Le chômage persiste dans de nombreux endroits et est exacerbé par la crise économique. Souvent, les femmes sont plus nombreuses que les hommes aux postes les moins bien rémunérés et les plus ingrats, et elles représentent une proportion importante de la main-d'œuvre souple, semi-qualifiée et occasionnelle, dont les emplois ont été et continuent d'être les premiers à disparaître. La lutte contre le chômage ne consiste pas seulement à offrir des possibilités d'emploi. C'est le travail décent qui doit plutôt être au cœur de la politique économique et du développement durable. Le travail décent se rapporte non seulement au niveau d'emploi, mais également à de meilleurs emplois. En outre, le travail décent suppose une réduction des inégalités sur le lieu de travail.

Exploitation de la main-d'œuvre

L'exploitation de la main-d'œuvre est à l'opposé du travail décent et constitue une grave infraction pénale. Une telle exploitation cause des souffrances humaines indicibles et se nourrit de ses victimes. Les victimes démunies sont souvent attirées dans cette forme moderne d'esclavage par de fausses promesses de travail décent, notamment par de bonnes conditions de travail et une rémunération juste. Cependant, bien souvent, les victimes finissent par travailler contre leur gré dans des lieux non réglementés et ne sont pas rémunérées. En dépit des risques qu'elles encourent, certaines victimes (les femmes en particulier) sont tentées de s'associer aux trafiquants en raison de leur situation économique désastreuse telles que la pauvreté, le sous-développement et le manque d'emplois décents.

Crime organisé

Le crime organisé décourage les modes de subsistance légitimes, suscite la méfiance entre citoyens et entreprises, entrave la croissance économique et favorise la corruption. Il s'appuie, entre autres facteurs, sur des pratiques immorales, frauduleuses et criminelles aux échelons supérieurs de l'entreprise et de l'État. Le crime organisé engendre la corruption, rendant de plus en plus difficile la survie des femmes et des filles, entre autres conséquences. Le crime organisé et la corruption,

avec leurs nombreux vecteurs, qu'ils se produisent dans des pays riches ou dans des pays en développement, entravent le développement social et économique des communautés et des États, ainsi que la réalisation des OMD.

Violence

La violence nuit aux individus et déstabilise les communautés. Cependant, les coûts multiples de la criminalité ne sont pas en général pleinement évalués. La plupart des études mettent en évidence les dépenses concernant la justice pénale, la sécurité privée et le coût direct de la violence et des autres formes de criminalité. Des études moins nombreuses font ressortir des coûts intangibles, tels que la valeur monétaire de la perte de qualité de vie, de productivité ou de travail rémunéré. La violence à l'égard des femmes se rapporte à tout acte de violence sexuelle qui a pour résultat ou est susceptible d'entraîner un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques chez la femme, y compris la menace de commettre de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. Dans de nombreux endroits, cette violence contribue de façon significative à rendre les sociétés dangereuses et inégales et sape les efforts déployés pour atteindre tous les OMD.

Meurtres de femmes

Les meurtres de femmes et de jeunes filles par des hommes pour la simple raison qu'elles sont de sexe féminin sont ignobles. Que les tueurs puissent opérer dans certains endroits en toute impunité est odieux. Le meurtre d'une femme se distingue de l'homicide à maints égards, notamment par la relation entre la victime et l'auteur du meurtre (délinquant) et un passé de violence du délinquant à l'égard de la victime ou d'autres femmes. Dans certains pays, les victimes partagent des caractéristiques communes : il s'agit souvent de jeunes femmes de milieux défavorisés travaillant dans des usines ou dans l'économie informelle, ou d'étudiantes. Les délinquants sont souvent motivés, directement ou indirectement, par des idées sexistes ou misogynes. Les dirigeants politiques du monde devraient orienter leurs énergies vers l'éradication de ces idées et de la victimisation qui en découle.

Conflits armés

Dans les zones de conflits armés, les femmes et les filles sont prises comme otages, déplacées de force, systématiquement violées, contraintes à l'esclavage sexuel et soumises à la traite à des fins sexuelles et économiques. Une grande part de cette violence prive les femmes de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Malgré la fréquence des violations des droits fondamentaux des femmes et des filles dans les situations de conflit armé, peu d'auteurs de telles violations sont amenés à rendre des comptes. Les femmes ne devraient pas avoir à assumer le fardeau de l'affranchissement d'autres femmes et filles de la terreur et des effets des conflits armés.

Observations finales

Les OMD sont huit objectifs clefs relatifs au développement durable et au développement humain qui s'attaquent également à des problèmes sociaux aigus. Les OMD tiennent compte de diverses manières des expériences des femmes et des jeunes filles en ce qui concerne la pauvreté, le chômage, le manque d'éducation, etc.

Ils visent à: promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, assurer l'éducation primaire pour tous, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre les maladies. D'autres OMD contiennent des dispositions concernant les femmes et les filles (par exemple, l'élimination de la pauvreté d'une manière soucieuse de l'expérience unique des femmes et des filles). Tous les efforts déployés pour réaliser les OMD devraient mettre l'accent sur le fait que les droits des femmes relèvent des droits de l'homme.

La fourniture d'un travail décent aux femmes en est un exemple par excellence. Le travail décent est un moyen nécessaire de garantir des besoins essentiels tels que le logement, la nourriture et la sécurité et, par conséquent, de sortir de la pauvreté. C'est également un élément intégral de l'aide à apporter aux personnes, afin qu'elles s'en sortent et réalisent leurs aspirations personnelles. La création d'emplois et le perfectionnement de la main-d'œuvre exigent l'élimination des obstacles à la présence des femmes sur le marché de l'emploi que constituent le manque de formation, de compétences, d'accès et d'opportunités. Les droits des travailleurs sont d'une importance cruciale dans la lutte contre le travail forcé, le travail des enfants, la discrimination et l'exploitation des travailleuses. La protection sociale implique la sécurité du revenu. C'est pourquoi il est nécessaire de permettre aux femmes de faire des choix et d'avoir la maîtrise de leur vie. Le dialogue social signifie qu'il y a lieu de donner aux femmes la possibilité de s'exprimer véritablement et librement, et de tenir compte de leurs préoccupations.

Les OMD ne sont pas des pieuses platitudes mais plutôt des règles obligatoires en vue de l'action. La Société mondiale de victimologie condamne les promesses vides et exhorte tout un chacun à agir conformément à ces engagements concernant les objectifs. Ainsi, les femmes doivent-elles y être associées, afin qu'elles soient en mesure de réaliser leurs aspirations, de faire leurs propres choix et de jouer leur rôle sur un pied d'égalité partout dans le monde.